

« MOI CANDIDAT, MA VISION ÉCONOMIQUE » :

ABDOURAHMANE DIOUF :

« Je ferai de Payar la nouvelle capitale administrative du Sénégal »

Candidat déclaré de la coalition ABDOURAHMANE2024 à l'élection présidentielle du 25 février au Sénégal, Ass Abdourahmane Diouf, Président du parti AWALÉ, esquisse dans l'entretien qui suit, quelques axes de l'offre programmatique qu'il compte soumettre à l'appréciation des électeurs.



Réussir business : Pouvez-vous décliner les grandes lignes de votre vision économique pour le Sénégal ?

Ass Abdourahmane Diouf : Actuellement, la croissance économique de notre pays est tournée vers l'extérieur, et c'est un fait. Nous créons des richesses ici, au Sénégal, mais malheureusement, la plupart de ces richesses sont rapatriées vers d'autres contrées. Nous ne pouvons pas rester indifférents à cette réalité.

Dans le cadre de notre système économique actuel, les investisseurs étrangers se glorifient souvent de créer des emplois et de contribuer en payant leurs taxes et impôts ici au Sénégal. Cependant, il est indéniable que ces contributions sont bien modestes par rapport aux bénéfices considérables qu'ils réalisent dans notre pays.

Pour remédier à cette injustice, nous devons recentrer notre secteur privé national au cœur de notre jeu économique. Quelle que soit la provenance de l'investisseur privé qui choisit de s'implanter au Sénégal, il est essentiel que la part prépondérante des montages financiers de ces projets soit réservée au secteur privé sénégalais.

Il est de notre responsabilité de veiller à ce

que le secteur privé national soit majoritaire dans tous les montages financiers des projets au Sénégal. Nous ne pouvons plus permettre que notre secteur privé soit relégué au statut de sous-traitant d'entreprises étrangères dans notre propre pays. Quels que soient l'ampleur et l'importance des investissements qui affluent vers le Sénégal, nous devons avoir la détermination de fixer un certain nombre de conditions pour ces investisseurs, tout en maintenant notre attractivité.

Cela implique l'adoption de lois et de

”

« Il est de notre responsabilité de veiller à ce que le secteur privé national soit majoritaire dans tous les montages financiers des projets au Sénégal. Nous ne pouvons plus permettre que notre secteur privé soit relégué au statut de sous-traitant d'entreprises étrangères dans notre propre pays ».

”

réglementations sur le patriotisme économique qui nous permettront de mettre en avant notre secteur privé national, de le placer en première ligne de notre scène économique.

Quelles seront les mesures d'urgence d'ordre économique et social (coût de la vie, emploi, émigration, sante, etc.) que vous comptez prendre dès votre accession au pouvoir ?

Tous les secteurs mentionnés traversent une crise profonde depuis plus d'une décennie, et ils revêtent tous une grande importance pour notre nation. Parmi ces priorités, il y a le renforcement des moyens des Forces

de Défense et de Sécurité ainsi que ceux de la Marine nationale, afin d'assurer une surveillance efficace de nos côtes et de nos frontières, contribuant ainsi à protéger nos jeunes concitoyens d'une mort quasi certaine lors de leur périlleux voyage à travers l'Atlantique.

J'inviterai tous les syndicats intervenant dans tous les domaines de la vie économique et sociale de notre pays, à engager des discussions sur leurs revendications les plus pressantes, pour lesquelles l'État a déjà pris des engagements fermes. En contrepartie de leur engagement à honorer une « clause de paix sociale ». Mon gouvernement s'efforcera de satisfaire ces revendications, afin de mettre en marche le pays.

Je m'attèlerai à mettre fin aux saignées dont notre nation souffre. L'une de mes premières mesures consistera à réévaluer tous les contrats relatifs à l'exploitation de nos ressources naturelles, en mettant un accent particulier sur les accords de pêche. Je chercherai à évaluer dans quelle mesure il convient de laisser ces contrats expirer, de les renégocier ou de les résilier. Par exemple, les contrats de pêche conclus avec l'Union Européenne dont l'expiration est prévue au deuxième semestre de 2024 et qui sont en grande partie responsables de la détresse de notre jeunesse et de la pauvreté dans les régions côtières ne seront pas renouvelés.

En ce qui concerne les mesures visant à faire face au coût de la vie, dès mon élection, je procéderai à une évaluation exhaustive des besoins essentiels du pays en termes de produits de première nécessité. Je régulerai ensuite les importations et les exportations de manière à garantir de l'emploi à la jeunesse de notre pays.

Pour moi, une politique de l'emploi efficace ne consiste pas simplement à créer quelques emplois dans certains secteurs, mais à instaurer une dynamique de développement à long terme pour le pays. La meilleure manière d'approcher le plein emploi est de procéder à une réorganisation territoriale, en faisant de Payar (département de Koumpentoum, région de Tambacounda) la nouvelle capitale administrative du

Sénégal. Le choix de Payar s'explique par sa situation centrale, offrant une impartialité géographique et une neutralité objective, étant à environ 400 kilomètres en moyenne de toutes les grandes villes du Sénégal. Cela permettrait de développer un vaste réseau ferroviaire périphérique, améliorant ainsi la mobilité des biens et des personnes à travers le pays. Ce projet pourrait être amorcé dès mon premier mandat, créant ainsi des opportunités de travail pour des centaines de milliers de jeunes sénégalais

Comment évaluez-vous le bilan économique du président sortant, après 12 ans de pouvoir ?

Les départs périlleux de milliers de jeunes Sénégalais, qu'ils empruntent la voie maritime ou traversent les jungles d'Amérique centrale, ne constituent qu'une portion visible des conséquences de la gouvernance économique et la politique sociale de notre nation sous la conduite de Macky Sall au cours des douze dernières années. Bien que son objectif initial ait été de « réduire l'opposition à sa plus simple expression », il semble que notre économie ait dû en supporter le fardeau.

La pêche traditionnelle qui procurait les moyens de subsistance à 600 000 personnes, se trouve dans un état de déclin, tandis que l'industrialisation demeure une aspiration

”

« La meilleure manière d'approcher le plein emploi est de procéder à une réorganisation territoriale, en faisant de Payar (département de Koumpentoum, région de Tambacounda) la nouvelle capitale administrative du Sénégal ».

”



inassouvie. Le secteur du tourisme, quant à lui, peine à se remettre de la crise du COVID-19, notre compagnie aérienne nationale est dans le coma et notre élevage demeure tributaire des pays voisins pour notre approvisionnement en bétail, une situation paradoxale étant donné la relative aridité de ces pays limitrophes.

Sur le plan social, l'échec se manifeste par l'accroissement du nombre de familles bénéficiant de la bourse de sécurité familiale, l'impasse dans le dialogue social



« Il est indéniable que le président sortant a à son actif des réalisations dont pour certaines l'opportunité et/ou la priorité restent à démontrer, mais il est manifeste que son bilan ne correspond pas aux aspirations du peuple sénégalais ».



avec des grèves incessantes touchant tous les secteurs de l'administration et de la fonction publique, ainsi que la précarité croissante de milliers de familles sénégalaises, incapables

de faire face au coût de la vie.

Après douze années au pouvoir, avec un budget cumulé approchant les 40 000 milliards de francs CFA et en dépit des ressources naturelles considérables du Sénégal, le taux de chômage a augmenté d'environ 10 %, le coût de la vie a augmenté, l'émigration atteint des sommets historiques, la spéculation foncière est à son paroxysme, l'agriculture est en difficulté et l'accès aux soins de santé de base demeure un défi majeur pour les Sénégalais.

Il est indéniable que le président sortant a à son actif des réalisations dont pour certaines l'opportunité et/ou la priorité restent à démontrer, mais il est manifeste que son bilan ne correspond pas aux aspirations du peuple sénégalais. Malgré la mise en avant d'indicateurs quantitatifs tels que les infrastructures et la croissance économique, la triste réalité demeure que cela n'a pas eu d'impact positif sur la vie des Sénégalais.

Ce constat est corroboré par l'Indice de Développement Humain des Nations Unies, qui place le Sénégal à la 170^e position sur 191 pays, avec un score de 0,511, démontrant ainsi que, en dépit des apparences, notre nation n'a pas réalisé les progrès escomptés en matière de développement humain.

Une ère nouvelle s'ouvre au Sénégal avec le partage des revenus du pétrole et du gaz. Quelle place va occuper cette activité dans votre politique économique, une fois élu ?

Les bénéfices découlant de l'exploitation de nos précieuses ressources naturelles revêtiront une importance significative. Ils nous permettront d'accumuler des devises étrangères, de rehausser le statut du Sénégal en tant que nation solvable, ouvrant ainsi les portes à des financements supplémentaires pour nos projets d'investissements structurants. Il ne s'agit pas tant de transformer radicalement notre économie en une dépendance totale des retombées de nos ressources naturelles, mais plutôt de mettre en place un écosystème propice à l'impulsion de l'industrialisation du Sénégal. En conséquence, cela engendrera la création de milliers d'emplois et la génération de richesse au profit des citoyens sénégalais.

Compte tenu de la volatilité des cours internationaux des hydrocarbures, il serait imprudent pour un pays aspirant à

l'émergence de centraliser entièrement son économie autour de ce secteur. Cependant, nous nous engageons à élaborer des politiques économiques et industrielles novatrices et audacieuses afin de stimuler la croissance dans les secteurs économiques clés de notre nation tels que l'agriculture, les mines et l'industrie. Nous envisageons de tirer parti des revenus pétroliers comme levier de financement pour soutenir notre développement et le réaménagement du territoire.

Pensez-vous que le Plan Sénégal Émergent (PSE) pourra survivre à une alternance démocratique ?

En ce qui concerne le Plan Sénégal Émergent (PSE), nous observons une situation où les aspects positifs sont quelque peu présents, mais où prédominent surtout les aspects moins reluisants. Parmi ces derniers, nous pouvons notamment relever les schémas de montage financier défaillants, le manque de transparence lors des attributions de marchés, l'absence du secteur privé national dans les projets d'infrastructures majeurs, ainsi que le déficit en termes de transfert de technologies aux travailleurs sénégalais.

Sous une inéluctable alternance, et je préfère utiliser ce terme "alternative", dirigée par Abdourahmane DIOUF, il n'est pas envisagé de stopper les projets d'infrastructure en cours d'exécution, ni de remettre en question les acquis sociaux, tels que la bourse de sécurité familiale. L'État est une entité en continuité, par conséquent, les projets en cours seront menés à leur terme, tout en exploitant toutes les opportunités pour réexaminer les contrats de réalisation. ●

Ass Abdourahmane DIOUF

Président du parti AWALÉ,

Candidat de la coalition
ABDOURAHMANE2024

Bia express

Originaire de Rufisque où il a fait ses humanités au Lycée Abdoulaye SADJI, Abdourahmane Diouf fait partie de la première promotion de l'Université Gaston Berger (UGB), communément appelée SANAR I. Une maîtrise de Droit Public en poche, il s'envole à Genève pour y poursuivre ses études universitaires. Docteur en Droit International Economique de l'Université de Berne en Suisse, le président du parti AWALÉ est aussi titulaire d'un DES en Droit International, et d'un DEA en Sciences de la Communication et des Médias.